

L'Asie centrale, des Balkans avec du pétrole

ON A SOUVENT expliqué le contraste entre la massive intervention des Etats-Unis contre l'Irak en 1991 et leur longue passivité dans l'affaire bosniaque par l'absence, dans le second cas, de tout enjeu pétrolier. Avec son relief et son histoire tourmentés, et plus encore avec son incroyable bigarrure ethnique, clanique, religieuse, l'Asie centrale présente, en plus rude, plus d'un trait commun avec les Balkans.

Mais, à leur différence, elle recèle, notamment le long de la mer Caspienne et en offshore, d'importants gisements de pétrole et plus encore de gaz. Du fait de l'augmentation de la population et donc de la consommation mondiales, de l'urbanisation croissante, de l'industrialisation rapide de la Chine et d'autres pays d'Asie ou d'Amérique latine, enfin de la sensible diminution des réserves identifiées, le baril de brut est passé en un an de 18 dollars à un peu plus de 25, soit le prix que réclamait Saddam Hussein avant l'invasion du Koweït.

Près des deux tiers de ces réserves sont situés au Proche-Orient, dont la moitié dans la seule Arabie saoudite, et un quart réparti entre l'Iran et l'Irak. La première n'ayant plus la solidité d'antan, les deux autres n'ayant en commun que leur hostilité aux Etats-Unis,

on comprend qu'ils s'intéressent de plus en plus à cette Asie centrale sur laquelle n'ont guère cessé, depuis les invasions mongoles, de lorgner les puissances riveraines. Il y a un siècle, pour cause d'union sacrée contre l'Allemagne, un partage de zones d'influence, que ni la chute du tsarisme ni l'indépendance des Indes n'avaient mis en question, y avait mis fin à des dé-

cennies d'affrontements anglo-russes. La tension sino-soviétique, puis la montée de l'islamisme ont commencé à l'ébranler. Et il est maintenant établi que c'est la crainte des répercussions, sur les Républiques musulmanes de l'URSS, de l'incapacité du régime communiste de Kaboul à venir à bout de la guérilla intégriste qui a fait se résoudre Brejnev à envahir

l'Afghanistan, sans se douter qu'il signait ainsi l'arrêt de mort de l'empire bâti par Staline.

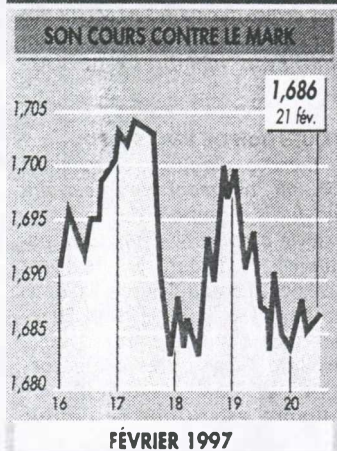
Compte tenu des constantes prévenances du Kremlin envers New Delhi, le Pakistan a aussitôt réagi pour éviter d'être coincé entre deux puissances hostiles et pour se donner une chance d'étendre à l'ouest son espace stratégique : l'Afghanistan n'était-il pas dominé, bien qu'ils fussent minoritaires, par ces mêmes Pachtoums qui, sous le nom de Pathans, peuplent sa frontière du Nord-Ouest ? Il y fut fortement encouragé par l'Arabie saoudite, l'Egypte et les Etats-Unis, ces derniers fournissant les fusées Stinger, si efficaces contre les hélicoptères soviétiques que Gorbatchev fut contraint, en 1988-1989, de retirer ses troupes.

Les malheurs de l'Afghanistan n'allaient pas s'arrêter pour autant, les rivalités entre ethnies ou clans rivaux ayant pris la relève de la lutte contre l'occupant : inutile de dire qu'ils étaient le plus souvent soutenus de l'extérieur, renforcés à l'occasion par des volontaires étrangers, dont certains se battrent par la suite au Tadjikistan, en Bosnie ou dans les rangs du GIA algérien.

André Fontaine

Monaco, au-delà du paradis fiscal

Le dollar marque le pas



Source : Bloomberg

LA PRINCIPAUTÉ de Monaco a, pour qui veut placer son argent, de sérieux atouts : pas d'impôt sur le revenu, pas d'impôts locaux, pas de taxation de l'épargne, pas de droits de succession pour les donations et les successions en ligne directe. Ce n'était pas suffisant. Monaco veut devenir une place financière de première importance en Europe, concurrencer le Luxembourg et attirer les épargnants européens en renforçant son secret bancaire. D'autant que le Luxembourg pourrait durcir sa fiscalité. A lire également dans nos pages « Placements », notre bilan de la semaine, marquée par la stabilisation du dollar et de la Bourse de Paris.

Lire pages 15 à 17

Lire la suite page 13

L'Asie centrale, des Balkans avec du pétrole...

Suite de la première page

La férocité des combats, les abominables exactions commises contre les populations civiles, y compris contre les femmes et les enfants, s'expliquent pour une bonne part par le fait que nombre des « seigneurs de la guerre » étaient abouchés avec les trafiquants de drogue, en passe de devenir les vrais maîtres du pays, comme d'ailleurs de plusieurs de ses voisins du Nord.

Comme la plupart des pays membres de la CEI, le Turkménistan connaît pour le moment les pires difficultés économiques, ce qui n'a pas empêché son dictateur de se faire porter sur les autels du « culte de la personnalité ». Mais l'abondance de ses ressources en énergie fossile, rapportée à son petit nombre d'habitants – quatre millions –, lui fait ambitionner un destin d'émirat pétrolier. Les Républiques ex-soviétiques voisines sont en général plus peuplées et

moins bien pourvues par la nature, et le Tadjikistan sort à peine de cinq ans d'une guerre « civile » entre islamistes et pouvoir communiste appuyé par l'armée russe qui n'était que le prolongement de celle d'Afghanistan.

Elles n'en disposent pas moins de ressources considérables à mettre en œuvre. Au même titre que le Caucase, non moins balkanisé – comme le montre entre autres l'affaire tchéchène –, elles représentent un marché potentiel en rapide augmentation de plus de cinquante millions de consommateurs. Rien d'étonnant si, outre les Etats-Unis et la Russie, qui la considère comme appartenant toujours à sa sphère d'influence, l'Asie centrale attire les convoitises des puissances riveraines, pour ne pas parler des mafias qui contrôlent le trafic de drogue et noyautent bien souvent les pouvoirs politiques locaux.

Non moins actif est ainsi l'Iran, qui mise sur l'attrait des thèses islamistes auprès de populations déconcertées par le soudain passage de l'ordre soviétique au désordre capitaliste. Il bénéficie de l'aide de la Chine, elle aussi soucieuse de ses approvisionnements en pétrole et qui a promis en septembre 1996 de lui vendre pour 4,5 milliards de dollars d'avions, de mis-

siles et de bateaux de guerre. A quoi il faut ajouter la fourniture de deux réacteurs nucléaires de 300 MW et, si l'on en croit le *Wall Street Journal*, quatre cents tonnes d'armes chimiques destinées à couper, le cas échéant, ces détroits d'Ormuz par lesquels passe le cinquième du trafic pétrolier mondial.

Enfin on ne saurait oublier le poids de la Turquie, dont l'ascendant sur les républiques musulmanes de l'ex-URSS est d'autant plus fort que cinq d'entre elles sont à dominante turcophone. Sa situation politique est des plus paradoxales puisque, faute de majorité, l'islamiste Erdogan a dû conclure une alliance, allant jusqu'à l'alternance à la tête du gouvernement, avec son prédécesseur, et que ce prédécesseur est une dame, M^{me} Ciller, dont la seule présence doit scandaliser les intégristes. Le résultat, en matière de politique étrangère, est un perpétuel mélange de la chèvre et du chou, avec des déplacements à Téhéran ou en Libye qui font avaler de travers les Américains, un raidissement dans la question de Chypre, une menace de bloquer l'élargissement de l'OTAN si l'UE refuse d'accueillir la candidature d'Ankara, et, en même temps, une réaffirmation des engagements

occidentaux de la République. De toute façon l'armée est là, qui ne laissera pas remettre en cause, quelles qu'aient pu être les promesses électorales, la laïcité de l'Etat. Reste que la Turquie n'est plus pour les Etats-Unis l'alliée inconditionnelle qu'elle avait toujours été, et que personne ne peut jurer que la poussée islamiste enregistrée lors des dernières élections n'ira pas plus loin.

On n'a sûrement pas fini d'entendre parler de l'Asie centrale...

André Fontaine